

## Politique de sanctions

### 1. Définition

Les sanctions<sup>1</sup> financières sont des mesures restrictives de nature financière mises en œuvre par des organisations ou pays (individuellement), applicables aux juridictions, personnes ou entités internationales afin de lutter contre le terrorisme et maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

Parmi les pays ou les organisations internationales ayant des listes de personnes, groupes ou entités désignées, il y a lieu de nommer spécialement, entre autres, l'Union Européenne (UE) dans le cadre de la *Politique étrangère et de sécurité commune* (PESC), le Comité de sanctions, selon les diverses résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), la *Commission de Surveillance du Secteur financier* (CSSF) et l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC).

### 2. Applicabilité

L'application des sanctions adoptées par les autorités internationales, européennes et nationales est une obligation, soit pour le secteur public, soit pour le secteur privé, perturbant l'activité des établissements de crédit comme la succursale luxembourgeoise de la Caixa Geral de Depósitos S.A. (la Succursale).

Au Luxembourg, ces mesures sont prévues par les règlements de l'Union Européenne, directement applicables en droit national, par le règlement grand-ducal du 29 octobre 2010 appliquant la loi du 27 octobre 2010, relative à la mise en œuvre de résolutions du CSNU et d'autres actes adoptés par l'Union Européenne. Ces textes législatifs et réglementaires déterminent les restrictions sur l'établissement ou le maintien de relations financières ou d'affaires avec les États, autres entités ou personnes spécifiquement identifiées en raison des agissements répréhensibles de ces Etats, entités ou personnes.

Dans le cadre de son activité, la Succursale est elle-même tenue de respecter les sanctions imposées par le CSNU et l'UE, assurant également le respect des régimes de sanctions en vigueur, en particulier ceux appliqués par l'OFAC et la CSSF.

---

<sup>1</sup> Les sanctions sont des instruments de nature diplomatique ou économique qui visent à modifier les actions ou politiques, telles que les violations du droit international ou des droits de l'homme ou des politiques qui ne respectent pas l'État de droit ou les principes démocratiques.

### **3. Principes généraux d'action**

La Succursale a mis en place un programme de *conformité* qui respecte la politique de sanctions internationales, dont la gestion et la surveillance de la conformité revient au Service de *conformité* de la Succursale.

Le Service de *conformité* a la responsabilité de déterminer si la politique de sanctions est en conformité avec les lois et les sanctions applicables, devant surveiller régulièrement leur efficacité et promouvoir les changements nécessaires à son amélioration.

Le Service de *conformité* a mis en place un ensemble de politiques et procédures pour veiller à ce que la Succursale n'établisse et ne maintienne pas des relations d'affaires ni ne réalise des opérations au bénéfice de personnes, entités ou pays sanctionnés.

Dans ce sens, le Service de *conformité* doit comparer l'identité des clients et des parties prenantes dans des opérations bancaires, par rapport aux listes de personnes et entités sanctionnées, tenues, entre autres, par la PESC, le CSNU, l'OFAC et la CSSF.

La politique d'acceptation des clients pratiquée par le Service de *conformité* se base sur une approche fondée sur les risques. Pour ce faire, le Service de *conformité* a mis en place un système de filtrage des personnes et entités qui interviennent au moment de l'établissement de la relation d'affaires.

Il effectue également, selon la même méthode, des vérifications régulières de la base de données des clients de la Succursale ainsi que des virements reçus et émis enregistrés par la Succursale.

En ce qui concerne le système de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, des systèmes de suivi intégré des clients et des transactions ont été mis en œuvre et toutes les alertes pouvant être générés ces systèmes sont analysées par le Service de *conformité* de la Succursale.

Le Service de *conformité* reçoit une formation adéquate et régulière, en vue de la compréhension et de l'application de la politique de sanctions.

Le Service de *conformité* de la Succursale maintient une collaboration active avec les autorités de supervision et les autorités judiciaires dans le domaine de l'application des régimes de sanctions.

Caixa Geral de Depósitos, Succursale de Luxembourg

mai 2016

*Le Responsable de la conformité*

Joaquim Ferreira da Costa